

LES INTERMÉDIAIRES EMPOCHENT 10 À 15% DES SUBSIDES ACCORDÉS AUX PME

# PROFESSION: CHASSEUR

*La complexité administrative a généré un nouveau métier: la «subsidiologie». Des sociétés aident les entreprises à trouver leur chemin dans le dédale des centaines d'aides publiques disponibles. Et elles empochent au passage une partie des primes.*

CHRISTOPHE DE CAEVEL

**L**es chasseurs de primes ont désormais pignon sur rue en Wallonie et à Bruxelles. Ils ne traquent pas les *desperados*, comme leurs «confrères» des bons vieux westerns, mais plus pacifiquement les aides aux entreprises débloquées par les pouvoirs publics. La matière est si touffue — on parle de plusieurs centaines de réglementations différentes, sans compter les subsides communaux et provinciaux — qu'un employeur normalement constitué fera choux blanc s'il s'aventure seul dans le labyrinthe administratif belge.

«Lors de l'achat de bureaux pour installer ma société de consultance, je me suis demandé si j'avais droit à une prime, raconte Gisèle Roosels. J'ai rempli un dossier et, à ma grande surprise, j'ai obtenu une jolie prime. Des copains m'ont alors demandé un coup de main pour monter leurs dossiers de prime et je me suis dit qu'il y avait là un créneau: tout se trouve sur Internet, mais il faut savoir où chercher. Quand on a bien compris, quand on sait ce qu'il faut écrire et ce qu'il ne faut pas écrire, il a moyen d'obtenir pas mal d'aides publiques.» Et c'est ainsi

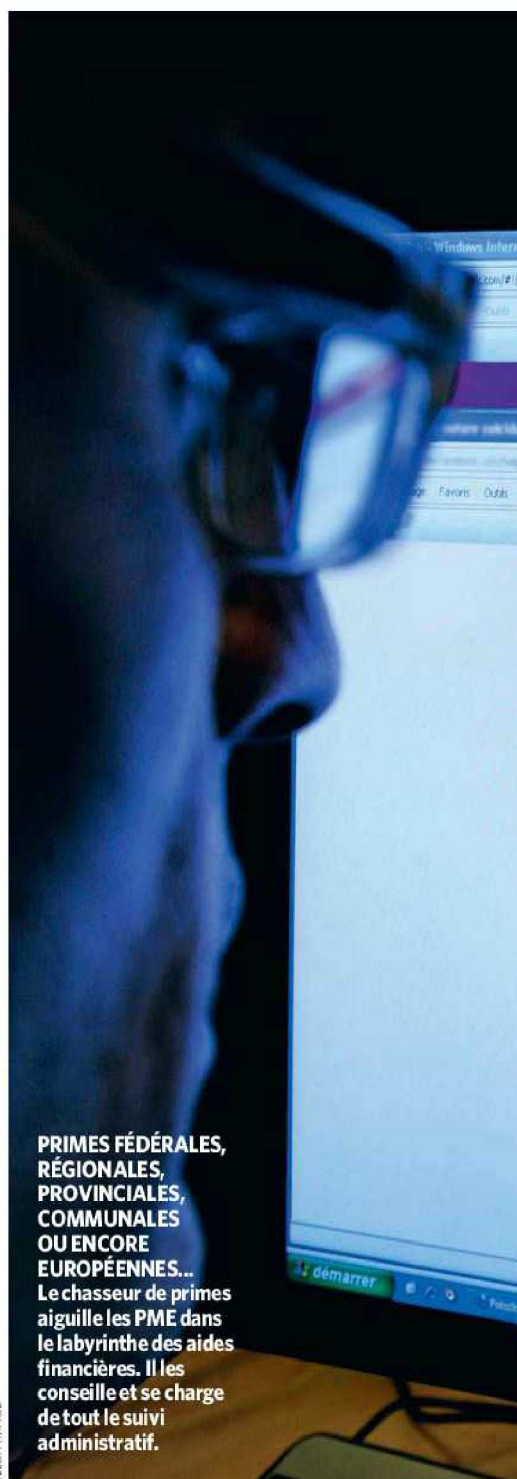
que le site *chasseurdeprimes.be* a vu le jour. L'appellation a le mérite de la clarté «et elle amuse les clients», ajoute Gisèle Roosels. En quatre ans, elle a traité un millier de dossiers qui ont permis de décrocher quatre millions d'euros d'aides.

## Un service de A à Z

Aujourd'hui, les chasseurs de primes se bousculent sur le marché. En plus des consultants et avocats qui offrent ce service (une quinzaine de bureaux en Belgique francophone), il y a les banques qui montent le dossier de leurs clients, les intercommunales et autres structures publiques qui accompagnent des entreprises ou les secrétariats sociaux qui jonglent avec les aides à l'emploi. «Mais, à part nous, qui va recevoir un chef d'entreprise en lui disant 'expliquez-moi votre projet et je vous dirai comment le faire subsidier au mieux'?', interroge Hélène Delforge, de GS Services. «Nous offrons un service de A à Z, en suivant le dossier jusqu'à la liquidation de la prime et aux contrôles, renchérit Michel Malherbe, d'Eurogema. Les autres acteurs se limitent souvent à une partie du travail.»

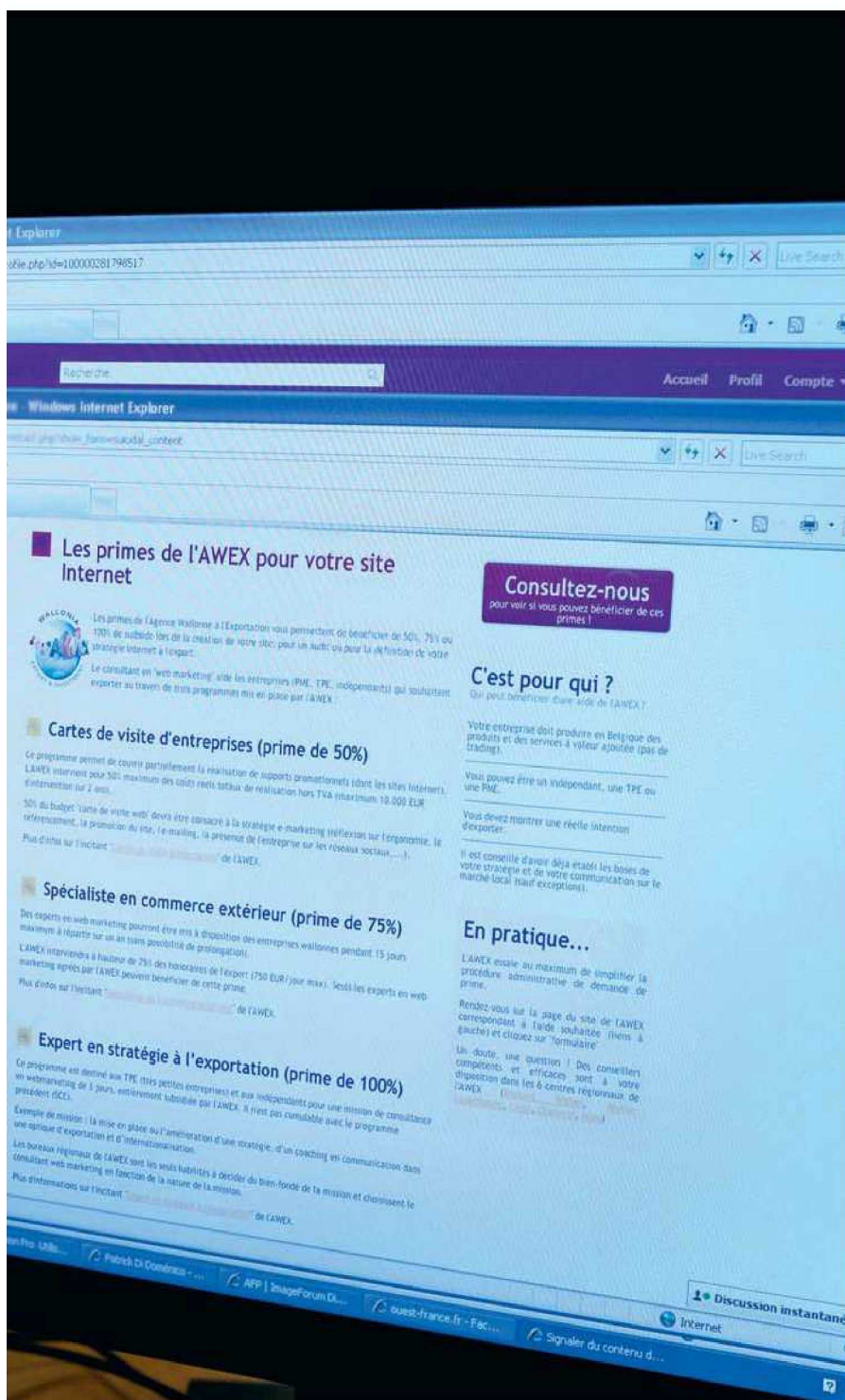


**EN QUATRE ANS D'ACTIVITÉ, Gisèle Roosels a traité un millier de dossiers pour le compte de PME. Le montant total des aides récoltées par ses soins s'élève à quelque quatre millions d'euros.**



**PRIMES FÉDÉRALES, RÉGIONALES, PROVINCIALES, COMMUNALES OU ENCORE EUROPÉENNES... Le chasseur de primes aiguille les PME dans le labyrinthe des aides financières. Il les conseille et se charge de tout le suivi administratif.**

# DE PRIMES



Les chasseurs de primes ont tout intérêt à optimiser les aides de leurs clients, car ils sont rémunérés avec un pourcentage des primes obtenues (10 à 15%, en général). C'est le principe «no cure no pay», sans le moindre frais d'ouverture de dossier. «Je n'ai aucun arriéré de paiement de la part de mes clients, quelle PME peut en dire autant?», sourit Gisèle Roosels. Nous partageons le risque ensemble et cela joue dans la relation de confiance entre nous.»

**Si les PME trouvent un intérêt à passer par un chasseur de primes, les fonctionnaires chargés d'accorder ces primes n'acceptent pas toujours cet intermédiaire de gaieté de cœur.**

Etrange business néanmoins que cette chasse aux primes. Si l'appareil public fonctionnait de manière optimale, il n'y aurait pas besoin d'intermédiaire entre l'entreprise et le pouvoir subsidiant. «Ce serait méconnaître l'évolution du métier de chef d'entreprise, rétorque Hélène Delforge. Avec une économie qui tourne au ralenti, la pression est très forte sur les épaules des patrons de PME. Ils doivent être de bons gestionnaires, de bons commerciaux, de bons responsables de ressources humaines. Ils ont le nez sur le guidon et n'ont pas de temps à consacrer à ce travail administratif. J'ai conseillé un entrepreneur flamand qui s'installait en Hainaut et qui n'avait pas le temps d'étudier toutes les règles wallonnes de subsidiation.» «Certains n'entreprennent pas les démarches pour obtenir les aides auxquelles ils ont droit tout simplement par frilosité de prendre ➤

contact avec l'administration et par conviction qu'ils ne s'y retrouveront pas parmi les centaines d'aides possibles», ajoute Michel Malherbe.

### Tensions avec l'administration

Si des milliers de PME trouvent un intérêt à passer par un chasseur de primes, les fonctionnaires chargés d'accorder ces fameuses primes n'acceptent pas toujours cet intermédiaire de gaieté de cœur. Gisèle Roosels se heurte à de vraies barrières au sein de l'administration bruxelloise, à tel point que son nom n'apparaît plus dans les procédures pour éviter des tracasseries aux dépens de ses clients. «Un manque d'ouverture d'esprit, regrette-t-elle. Nous leur facilitons pourtant la vie avec des dossiers complets et précis, jusque dans les annexes. Sans les chasseurs de primes, beaucoup de dossiers n'existeraient tout simplement pas. Or, les entreprises ont besoin de ces aides publiques pour créer de l'activité.» La relation est nettement meilleure du côté wallon, où ce type d'intermédiaire existe depuis plus longtemps. Ici, l'administration a même prévu un



**HÉLÈNE DELFORGE, GS SERVICES :**  
«La pression est très forte sur les épaules de patrons de PME. Nombre d'entre eux n'ont pas de temps à consacrer à ce travail administratif.»

modèle de mandat pour le chasseur de primes qui agit au nom d'une société. «Nous sommes régulièrement en contact pour éclairer des cas spécifiques ou préciser des modalités de dérogation, confie Hélène Delforge. Nous avons une relation simple et cordiale avec eux.»

La tâche des chasseurs de primes est de naviguer intelligemment à travers les différentes législations. Parfois en divisant un investissement, on peut augmenter les primes car les travaux de sécurisation ou d'économie d'énergie sont mieux subsidiés que l'extension d'un atelier. Il est alors plus rentable d'introduire trois dossiers plutôt qu'un seul. Le spécialiste alerte aussi ses clients sur les plafonds (mieux vaut parfois laisser tomber une prime pour en décrocher une plus grosse quelques mois plus tard), les critères sectoriels... «Un dossier doit rentrer à 100% dans le cadre prévu, explique Hélène Delforge. Sinon, on perd le droit à la prime. J'ai eu le cas avec une TPE en croissance à qui j'ai conseillé d'investir très rapidement, car elle allait sortir du cadre préférentiel des TPE. Il faut vraiment réfléchir, avec le chef d'entre-

## CINQ CONSEILS DE CHASSEUR DE PRIMES

### 1. La prime n'est pas une source de financement.

Les aides arrivent en bout de course quand les investissements sont réalisés ou la mission de prospection à l'étranger terminée. «La prime est un remboursement de dépenses et elle arrive parfois plusieurs mois après, explique Gisèle Roosels. Ce n'est pas une source de financement, il faut d'abord pouvoir payer ses investissements pour ensuite obtenir la prime. Vous recevez la cerise, si vous avez pu payer le gâteau!» Le projet doit être viable sans la prime pour avoir une chance de la mériter. Exemple presque caricatural: la prime wallonne pour les embauches dans les PME de moins de neuf personnes (3.250 euros/emploi) n'est versée qu'après deux ans. Et pendant

ces deux ans, il faut payer les salaires.

**2. Ne commencez rien avant d'avoir l'aval de l'administration.** C'est l'erreur la plus fréquente de la PME qui tente de se débrouiller seule: entamer la réalisation de ses projets, engager les premières dépenses avant d'introduire son dossier de subsides. Vous n'avez alors plus la moindre chance d'obtenir la prime escomptée, les règles de calendrier sont très strictes.

**3. Ne construisez pas un projet «pour» les primes.** Face au très large éventail d'aides, il est tentant de chercher à bâtir un dossier de toutes pièces pour récolter un maximum d'argent. Certains consultants s'y risquent et tordent les projets pour y arriver, ce qui a le don d'irriter les administrations. Dans le milieu, on les surnomme «les

cowboys». À ne pas confondre avec les chasseurs de primes, s'il vous plaît!

«L'essentiel, c'est le projet économique, insiste Gisèle Roosels. Il doit vous convenir et être viable sans les primes. Quand ce projet est bien défini, moi, je cherche à optimiser les possibilités d'aides. Mais l'inverse, ça ne marche pas. Je préfère dire franchement à l'entreprise qu'elle n'a a priori pas droit à une prime.»

**4. Conservez bien tous les justificatifs de vos dépenses.** Cela va de soi pour les investissements immobiliers. Mais si vous recevez une intervention pour la participation à un salon ou une mission de prospection à l'étranger, l'administration épluchera ensuite vos frais d'hôtel, de location de stand, etc.

«Et, c'est parfaitement normal, concède Gisèle Roosels. Les primes existent pour soutenir le développement des entreprises belges, pas pour payer les vacances des entrepreneurs.»

**5. Attention à la durée de l'activité.** Les subsides à l'investissement impliquent le maintien de l'activité dans la région pendant généralement cinq ans. Un déménagement avant l'échéance peut entraîner une obligation de rembourser les primes perçues. «J'ai évité de justesse une petite catastrophe pour une PME en pleine croissance et qui envisageait de s'installer dans des locaux plus grands, quatre ans et demi après avoir reçu sa première prime à l'installation, raconte Gisèle Roosels. Nous avons tout mis en stand-by pendant six mois.»

prise, pour emprunter la voie la plus intelligente. Selon les cas, il faut viser le court ou le moyen terme, l'option la plus rentable ou plutôt la moins contraignante.»

### Réduisez les délais!

Les aides publiques se rangent dans six catégories: l'investissement, le recrutement, la formation, le conseil (vous pouvez parfois obtenir une prime pour le recours à un chasseur de primes...), l'innovation et l'exportation. En valeur absolue, les aides à l'investissement sont les plus conséquentes, bien qu'elles ne remboursent que de 10 à 30 % des frais engagés contre 50 % pour les autres primes. Il doit vraiment s'agir de dépenses visant au développement de l'entreprise et de l'emploi. Une rénovation de bâtiment sera ainsi généralement rejetée. Les plus aléatoires sont les subsides à l'innovation, car il faut démontrer que les projets de recherche sont réellement innovants. Les dossiers techniques peuvent alors s'étaler sur plusieurs dizaines de pages.

Leur fonction confère aux chasseurs de primes un regard pertinent sur le pay-

## La tâche des chasseurs de primes est de naviguer intelligemment à travers les différentes législations.

sage des aides publiques aux entreprises. Que faudrait-il changer? Tous suggèrent la simplification. Tantôt, ce sera la taille de l'entreprise qui sera déterminante pour une aide, tantôt son secteur d'activité, tantôt ses développements internationaux... Bref, les critères varient beaucoup d'une aide à l'autre et il est très compliqué de rentrer dans toutes les cases. Même avec l'apport d'un chasseur de primes.

La question de la simplification, c'est surtout celle des délais. «Devoir attendre un an ou plus pour 7.000 euros, est-ce bien encore de l'aide aux entreprises?», interroge Michel Malherbe. «En Wallonie, les délais sont vraiment ahurissants, confirme Gisèle Roosels. On vérifie les extraits de compte, les factures, je comprends. Mais attendre plus d'un an après l'envoi des preuves de dépenses, c'est quand même énorme.»

## LA SIMPLIFICATION EST EN MARCHÉ

L'activité des chasseurs de primes interpelle le député wallon Pierre-Yves Dermagne (PS). Il y voit un risque de «dévoiement de l'objectif de ces aides». «A priori, tout ce qui peut faciliter la tâche administrative des PME doit être salué, toutes n'ont pas les moyens de consacrer beaucoup de temps à ces dossiers, explique-t-il. Mais cela ne peut être le fruit de *snipers*, qui visent uniquement le retour financier immédiat. Les aides publiques s'inscrivent dans une stratégie régionale à long terme qui a toute sa pertinence. Il faut veiller à ce que cette stratégie reste la base, que l'on ne verse pas dans un simple shopping devant les différents guichets de primes.»

Pour éviter ce dévoiement, le gouvernement wallon tente de s'attaquer à la complexité administrative, qui a généré ce besoin de recourir à des chasseurs de primes. Dès septembre, la

économique devrait s'inspirer des mêmes principes de clarification et de simplification. Le ministre de l'Économie Jean-Claude Marcourt (PS) ambitionne d'aller jusqu'à la désignation, au sein de l'administration régionale, d'une personne-référence pour chaque entreprise. Elle sera chargée d'aiguiller l'entreprise vers les guichets de subsides les plus intéressants. Elle assumera ainsi une partie du travail des chasseurs de primes. Il n'est toutefois pas acquis qu'un même fonctionnaire puisse agir pour les aides à l'emploi ou à la formation, qui relèvent d'autres directions générales de l'administration wallonne. Du côté bruxellois, on s'interroge également. En venir à payer un chasseur de primes ou «subsidiologue» pour obtenir les aides publiques, «c'est le monde à l'envers», estime le ministre bruxellois de l'Économie, Didier Gosuin (FDF).



Pierre-Yves Dermagne, député wallon (PS)

réorganisation des aides à l'internationalisation des entreprises wallonnes sera opérationnelle. Elle rendra l'accès plus lisible et allégera les procédures de contrôle, en instaurant un régime de forfaits pour les déplacements hors Europe. La réforme des aides à l'expansion

Il prépare une révision des instruments et aides économiques afin de rendre le système plus lisible pour les PME et de faciliter les métiers de conseil et d'accompagnement des structures telles qu'Impulse (agence bruxelloise pour l'entreprise) ou Atrium (agence régionale du commerce).